



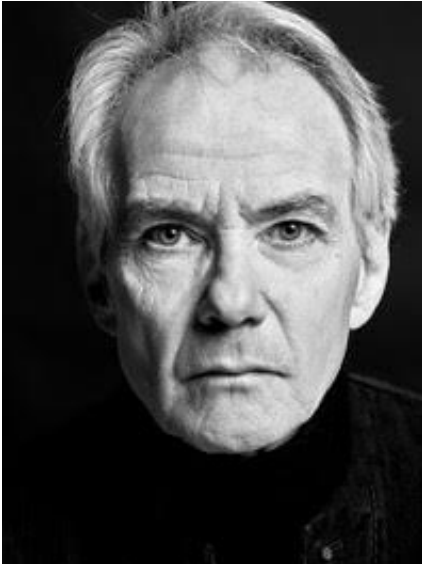
Comment élever le niveau des Français en économie ?

La culture économique : la clé du
dialogue social et de la démocratie

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| A propos de l'auteur | 2 |
| A propos de l'Institut Sapiens | 3 |
| Synthèse de l'étude | 4 |
| Les points clés | 9 |
| Introduction | 11 |
| 1 - L'intérêt des Français pour l'économie est manifeste | 13 |
| 2- La connaissance qu'ils en ont est toutefois très limitée | 14 |
| 3 - Cette méconnaissance a un impact négatif sur la croissance | 16 |
| 4 - Elle est un facteur de blocage des réformes | 18 |
| 5 - Les racines de cette inculture sont plurielles | 21 |
| 6 - La posture des enseignants en SES | 22 |
| 7 - L'enseignement supérieur est également concerné | 38 |
| Conclusion | 42 |
| Propositions pour le secondaire | 45 |
| Propositions pour le supérieur | 48 |
| Propositions pour le grand public | 49 |
| Références et bibliographie | 51 |

A propos de l'auteur



Pierre Robert

Professeur de chaire supérieure en Economie, Sociologie, Histoire (ESH)

Agrégé de sciences économiques et sociales, professeur de chaire supérieure, Pierre Robert a enseigné l'économie, la sociologie et l'histoire en classes préparatoires au lycée Franklin à Paris ainsi que l'histoire de la pensée économique à l'université de Versailles Saint Quentin en Yvelines. Il est également l'auteur de deux ouvrages publiés par les éditions Pearson et le créateur du site hecosphere.com dont l'ambition est de faciliter l'accès de tous à la culture économique.

A propos de Sapiens

L'Institut Sapiens est la première « think tech » française. Organisme indépendant à but non lucratif, sa vocation est de peser sur le débat économique et social français contemporain par la diffusion de ses idées et d'innover **par ses méthodes, son ancrage territorial et la diversité des intervenants qu'il mobilise, afin de mieux penser les enjeux vertigineux du siècle.**

Impulsé par Olivier Babeau, Laurent Alexandre et Dominique Calmels, en partenariat avec la chaire Capital Humain de l'université de Bordeaux, Sapiens a vocation à définir le rôle de l'humain dans une société bouleversée par le numérique. Son axe principal de travail est l'étude et la promotion des nouvelles formes d'écosystèmes favorables au développement économique et au bien-être social.

Sapiens fédère un large réseau d'experts issus de tous horizons, universitaires, avocats, chefs d'entreprise, entrepreneurs, hauts fonctionnaires, autour d'adhérents intéressés par le débat touchant aux grands enjeux actuels.

Plus d'informations sur <http://institutsapiens.fr>





Synthèse de l'étude

Les Français manifestent une grande curiosité pour les questions économiques. Celles qui portent sur la croissance, le chômage, le pouvoir d'achat, la consommation ou les impôts sont au centre de leurs préoccupations.

Tous les sondages disponibles convergent sur ce point. Mais ils montrent aussi que leur méconnaissance de ces mêmes questions est réelle, faute de disposer des concepts et des outils nécessaires à leur bonne compréhension.

Cette inculture économique des français qui sont globalement méfiants envers le monde de la finance et plus hostiles qu'ailleurs à l'économie de marché coûte cher à notre pays en termes de croissance et d'emploi, et cela pour plusieurs raisons :

Leur manque d'éducation financière favorise une allocation peu satisfaisante de leur épargne ; majoritairement dirigée vers des véhicules de court terme, elle ne contribue pas efficacement au financement des entreprises.

La faiblesse de leurs connaissances en matière d'économie entretient une défiance excessive envers le monde de la finance et une hostilité plus marquée qu'ailleurs envers l'économie de marché et la mondialisation.

Ces traits culturels qui sont ceux d'une société de défiance nuisent au dialogue social.

Ils gênent considérablement la mise en œuvre de réformes pourtant indispensables au bon fonctionnement de notre système productif.

En étant à la source de rigidités multiples, ils deviennent des obstacles à la croissance dans un contexte où la condition de la réussite collective est de disposer d'institutions souples capables de s'adapter avec agilité aux changements qu'impulsent les nouvelles technologies.

Du fait de la méfiance et des rigidités qu'ils engendrent, ils empêchent notre pays de mettre pleinement en œuvre le potentiel d'innovation auquel l'excellence de ses ingénieurs et de ses chercheurs lui permettrait d'accéder.

Dans cette optique, le grand économiste **Edmund Phelps** estime que **le manque de culture économique des français fait perdre à notre pays un point de croissance par an.**

Pour l'auteur de **La Prospérité de masse** (Odile Jacob, Paris, 2017), une économie moderne « *pratique avant tout des activités visant l'innovation* ». Pour avancer « *elle se nourrit d'une culture économique motivante aussi bien que de motivations financières. Une société à dynamisme fort requiert des individus qui ont grandi avec certains comportements, et certaines croyances, qui les poussent à saisir des occasions qui promettent de les enthousiasmer par leur nouveauté, de les intriguer par leur mystère, de les défier par leur difficultés et de les inspirer par les nouvelles perspectives qu'elles représentent* ».

Sur tous ces plans, notre pays peut beaucoup mieux faire si on se préoccupe de trouver et mettre en œuvre les moyens d'élever le niveau de tous en économie. Or pour agir s'ouvre une fenêtre favorable. La révolution du numérique a en effet considérablement élargi la palette des outils disponibles et conduit à repenser la manière dont est assuré l'enseignement de l'économie au lycée, à l'université, dans les grandes écoles et auprès du grand public.

A l'heure d'une nouvelle réforme du bac et du lycée aux contours encore non définitifs, cette note a pour objet de faire le point de ces questions et de suggérer des pistes de solutions.

Si la culture économique des habitants de ce pays laisse à désirer, c'est en premier lieu à relier à la manière dont l'économie y est étudiée dans les classes de seconde, première et terminale.

On peut tout d'abord légitimement s'interroger sur l'horaire réservé à cette discipline en seconde. Actuellement, **elle a le statut d'un enseignement non obligatoire d'exploration avec 1h30 de cours non dédoublé par semaine.** Dans le projet de réforme du lycée actuellement en discussion elle ne ferait partie du tronc commun qu'au premier semestre. Alors que ce sera souvent leur seul contact avec cette matière pendant la totalité de leur parcours scolaire, la majorité des lycéens de seconde ne suivront donc peut-être bientôt que 45 minutes de cours par semaine, ce qui est bien évidemment très insuffisant pour les initier correctement à l'économie. On peut en être d'autant plus sûr que le programme actuel de sciences économiques et sociales (SES) est beaucoup trop ambitieux.

Comme le note le professeur **Barbera de l'Université de Barcelone**, il impose aux élèves « *un programme écrasant de visites guidées qui ne peut susciter ni leur intérêt ni leur compréhension* ». Cette manière de faire est en outre néfaste dans la

mesure ou elle risque « *d'amener les élèves à supposer qu'on peut traiter de manière cohérente les phénomènes les plus complexes comme s'ils étaient affaires d'opinion* ».

On retrouve les mêmes biais dans les programmes de première et terminale. Ils sont résumés par **Denis Clerc** lorsqu'il souligne leurs « *objectifs démesurés au regard du niveau des élèves, du nombre d'heures d'enseignement et, parfois, du niveau des enseignants : vouloir embrasser un champ disciplinaire aussi vaste (économie, sociologie, démographie, sciences politiques), prétendre maîtriser un savoir aussi complexe et aussi disputé et le traduire en propositions et analyses compréhensibles par des élèves dont ce sont les premiers pas sur ce terrain, voilà une gageure qui est rarement tenue* ».

Commentant les manuels qui ont été soumis à son avis, le professeur **Olivier Blanchard** (Harvard, MIT, FMI) note qu'ils comportent trop d'informations que les élèves peuvent absorber de façon passive et pas assez de méthode de raisonnement leur permettant de réfléchir de façon active. Se mettant par la pensée à la place d'un élève, il note: « *Je considérerai le cours comme un pensum* » et ajoute que « *l'économie peut être plus passionnante que ça* ». Evoquant les chapitres relatifs au marché dans un manuel de première, son verdict est clair : « *Là encore j'aimerais des conclusions plus fortes. Y a-t-il une alternative à l'économie de marché ? Pourquoi la planification centrale n'a-t-elle pas marché ?* ». Ces deux questions sont pourtant essentielles et ne devraient en aucun cas être esquivées.

Quant au professeur **Bernard Salanié** (Columbia University), son rapport relève que « *Les programmes sont très ambitieux et n'insistent pas assez sur l'importance d'exposer les concepts clés de l'analyse économique. L'enseignement devrait se concentrer sur un petit nombre d'idées et de mécanismes et les décrire de manière plus approfondie* ».

Les avis de tous les économistes éminents consultés par l'Académie des sciences morales et politiques (ASMP) convergent pour dénoncer leur encyclopédisme, leur pessimisme et leurs lacunes analytiques.

- *Encyclopédisme qui interdit toute approfondissement sérieux des questions complexes que les programmes prétendent couvrir.*

- *Pessimisme qui occulte des aspects essentiels de la réalité avec une tendance à insister sur ses seuls côtés négatifs.*

- *Lacunes analytique qui laissent de côté toute analyse du risque, débouchent sur de graves confusions entre corrélation et causalité et négligent les contraintes que subissent les entreprises.*

Outre les programmes, est également en cause la posture d'un grand nombre de professeurs chargés de cet enseignement. On remarque avec Denis Clerc que « *leur approche, à dominante keynésienne implicite paraît une forme de résistance à la pénétration croissante de l'enseignement supérieur par la vulgate libérale* ». En découlent inévitablement des biais dans la façon de faire cours.

En dépit de fortes résistances de l'institution scolaire, il faut donc continuer à agir comme le fait l'Académie depuis plus de 10 ans pour que les programmes évoluent et soient recentrés. L'objectif est de renoncer à parler superficiellement de tout, pour consacrer beaucoup plus de temps, d'efforts et de pédagogie aux concepts et mécanismes de base.

Il faut aussi encourager le plus possible les professeurs à tirer un meilleur parti des technologies numériques désormais disponibles, à créer des bibliothèques communes de cas et de jeux pédagogiques impliquant les élèves, à concevoir plus de correspondances entre leurs disciplines pour traiter de questions relevant de l'économie mais pouvant avoir d'autres aspects.

On devrait également faire le plus large écho aux ressources mises en ligne par la cité de l'économie (citeco.fr), appuyer les initiatives visant à rapprocher les enseignants des entreprises (entretiens EEE) ou incitant le plus grand nombre à s'intéresser aux livres et aux travaux des économistes (Jéco de Lyon, Rencontres d'Aix en Provence).

Par ailleurs, en dehors de l'institution scolaire, se développe à grande vitesse une offre numérique de plus en plus riche et diversifiée capable d'apporter aux élèves sous forme attrayante tout ce qu'ils peuvent absorber de façon passive, en dehors de la présence de leurs enseignants. On peut aussi envisager que les étudiants des grandes écoles de commerce transmettent les connaissances qu'ils ont acquises en classes préparatoires de la voie ECE auprès de leurs camarades issus d'autres voies et contribuent à les diffuser par des interventions dans les lycées situés dans leur environnement géographique.

L'enseignement de l'économie doit donc être réformé dans le secondaire avec pour mot d'ordre le recentrage.

Mais il doit également être refondé dans le supérieur avec pour mot d'ordre le pluralisme, un pluralisme d'autant plus justifié que les mécanismes et méthodes de raisonnement de base auront été assimilés au préalable.

Dans le champ universitaire, les orthodoxes, gardiens de la théorie néo-classique et partisans d'un enseignement centré sur les mathématiques et les modèles, se confrontent aux hétérodoxes qui militent pour un large pluralisme disciplinaire.

La position des seconds paraît fondée. Les cours d'épistémologie ou d'histoire de la pensée économique n'occupent actuellement qu'une fraction dérisoire des crédits

horaires alors que ceux de mathématiques, d'économétrie ou portant sur la théorie des jeux occupent une place considérable. Or les premiers sont indispensables à la formation d'étudiants ouverts aux problématiques du monde qui vient, alors que les autres ne seront utiles qu'à une faible fraction des futurs diplômés.

A l'heure de l'intelligence artificielle, cet état de fait est préoccupant et devient un enjeu de réforme. **L'Institut Sapiens met en avant un impératif catégorique qui est de toujours veiller à ce que l'humain garde sa prédominance sur le numérique et l'intelligence artificielle.** Cela passera par le développement des « *soft skills* » (comme les capacités à s'exprimer en public, à travailler en groupe, à mener un projet à terme, à analyser et résoudre un problème donné) et des humanités de manière à ne pas être dépassé par l'IA qui sinon pourrait nous échapper.

Le problème de ce conflit stérile, c'est que les étudiants en sont les grands oubliés. A aucun moment l'avenir de la filière en tant que vecteur d'enseignement n'est posé. Or sa perte d'attractivité est préoccupante : selon les chiffres du ministère, ses effectifs d'ici à 2024 vont progresser beaucoup plus faiblement que par le passé et nettement moins vite que ceux des autres filières menant à une licence. Alors que **seuls 4% des étudiants en économie se tourneront vers la recherche en économie**, et que seuls 10% des étudiants occuperont un métier intitulé « *économiste, analyste ou chargé d'étude* », vouloir réduire la filière économie au seul enseignement de l'économie « pure et dure » serait donc dangereux pour sa survie.

En dehors du champ universitaire proprement, il paraît enfin impératif d'introduire un enseignement rigoureux de l'analyse économique dans toutes les grandes écoles mais également dans le domaine politique en formant les parlementaires aux questions économiques. De même, à Sciences-po et à l'ENA, il faudrait étendre cet enseignement au-delà du seul examen des politiques publiques et de la glorification de l'action de l'Etat.

De cet ensemble de données, d'analyses et de réflexions découlent des propositions plus détaillées de l'institut Sapiens que l'on trouvera au terme de ce rapport.





Les points clés

- **Les Français manifestent une grande curiosité pour les questions économiques.** Tous les sondages disponibles convergent sur ce point mais montrent aussi que leur méconnaissance de ces mêmes questions est réelle; Cette note a pour objet d'analyser les raisons de ce manque collectif de culture économique et d'esquisser des pistes de solution pour y remédier.
- **C'est un enjeu important car cette carence cognitive coûte cher à notre pays en termes de croissance et d'emploi.** Elle entretient en effet une hostilité plus marquée qu'ailleurs envers l'économie de marché et la mondialisation, nuit au dialogue social, freine les réformes et empêche notre pays de mettre pleinement en œuvre son potentiel d'innovation et de croissance. En outre le manque d'éducation financière de nos concitoyens favorise une allocation peu satisfaisante de leur épargne et nuit à un financement équilibré des entreprises.
- **Ce tableau peu satisfaisant est à relier à la manière dont l'économie est enseignée au lycée.** Il conduit à s'interroger sur les horaires, les programmes, les manuels et les pratiques des enseignants et à constater que globalement l'institution scolaire oppose de fortes résistances à ce qu'il paraît souhaitable de mettre en œuvre pour améliorer la situation.
- **En dépit de ces résistances il faut continuer à inciter l'institution scolaire à évoluer comme le fait l'Académie des sciences morales et politiques depuis**

plus de 10 ans. Mais on doit aussi prendre en compte le fait qu' en dehors d'elle se développe à grande vitesse une offre numérique de plus en plus riche et diversifiée capable d'apporter aux élèves sous forme attrayante tout ce qu'ils peuvent absorber de façon passive, en dehors de la présence de leurs enseignants.

- **Si l'enseignement de l'économie doit être réformé dans le secondaire avec pour mot d'ordre le recentrage,** il doit également être refondé dans le supérieur avec pour mot d'ordre le pluralisme. Les cours d'épistémologie ou d'histoire de la pensée économique n'y occupent en effet qu'une fraction dérisoire des crédits horaires alors qu'ils paraissent indispensables à la formation d'étudiants ouverts aux problématiques du monde qui vient. L'enjeu est de leur permettre d'acquérir une formation solide non seulement en économie mais aussi dans les sciences sociales connexes.

- **Il est aussi de développer leurs capacités à s'exprimer en public, à travailler en groupe, à mener un projet à terme, à analyser et résoudre un problème donné,** autant de « soft skills » indispensables, comme les humanités, pour ne pas être débordé demain par l'IA. Ces évolutions conditionnent le maintien de l'attractivité de la filière économie, aujourd'hui en perte de vitesse.

- **En dehors du champ universitaire proprement dit, il paraît impératif d'introduire un enseignement rigoureux de l'analyse économique** dans toutes les grandes écoles ainsi qu'à l'école nationale de la magistrature, mais également dans le domaine politique en formant les parlementaires aux questions économiques. De même, à Sciences-po et à l'ENA, il faudrait étendre cet enseignement au-delà du seul examen des politiques publiques et de la glorification de l'action de l'Etat.





Introduction

L'économie est devenue une composante primordiale du débat démocratique. En témoigne la dernière campagne présidentielle pendant laquelle les débats se sont focalisés bien plus sur le chiffrage des programmes des candidats que sur la philosophie de leurs projets.

Notre période est celle de l'ordre quantitatif. Les économistes ont remplacé les philosophes et les intellectuels sur les plateaux de télévision. On les sollicite en permanence pour commenter en direct l'actualité afin que tous puissent la décrypter instantanément et sans effort. Ils en profitent parfois pour s'ériger en juge de ce qu'il faut penser ou ne pas penser.

L'économie est, de fait, devenue la science sociale la plus présente dans le débat public. **Néanmoins, comme chaque science, elle nécessite de maîtriser une palette d'outils techniques et sémantiques sans lesquels on**

ne peut ni repérer les mécanismes avec lesquels jonglent les experts, ni décoder leurs jargons.

Or c'est là où réside le biais le plus important : plus souvent qu'ailleurs en Europe et dans le monde anglo-saxon, les Français manquent des connaissances qui leur permettraient de saisir dans leur complexité les grands enjeux économiques. **Cela induit une rupture d'égalité démocratique en les mettant en état d'infériorité pour arbitrer les débats qui se déroulent dans l'arène médiatique.**

Chaque citoyen devrait donc impérativement être doté des clés de compréhension lui permettant d'appréhender en toute indépendance intellectuelle un vaste champ de questions allant de la compétitivité des entreprises à la cohésion de notre société.

Dans cette perspective l'élévation du niveau général de connaissances en économie est devenue une nécessité. **Elle devrait être un sujet majeur de préoccupations en ayant pour objectif d'enseigner l'économie, c'est-à-dire le raisonnement et la logique économique, à tous les citoyens, de manière aussi neutre, complète et non dogmatique que possible.**

Le but de cette étude est de prendre la mesure de ce que l'inculture économique des Français coûte à la France et d'avancer des pistes pour y remédier. **Le moment paraît favorable car la réforme annoncée du baccalauréat offre une occasion unique de remettre en chantier tout ce pan de notre système éducatif.**





L'intérêt des Français pour l'économie est manifeste

L'économie est depuis quelques années omniprésente dans tous les médias. Elle est de fait devenue un outil indispensable à la compréhension du monde. Cette tendance se manifeste également dans l'opinion publique qui témoigne pour elle d'un intérêt de plus en plus marqué.

C'est ce que montre un sondage Kantar Sofres (1) réalisé pour la Banque de France à l'occasion des journées de l'économie en novembre 2017. À la question : « *De manière générale, vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout à l'économie?* », **37 % des sondés répondent qu'ils sont assez intéressés et 19 % qu'ils s'y intéressent beaucoup.**

Ceux qui disent ne pas être du tout intéressés par l'économie ne sont que 14% du total des personnes

interrogées. D'après cette même enquête **28 % des sondés jugent très faible ou assez faible leur niveau de connaissances en économie**. En revanche 72 % d'entre eux le jugent moyen, assez élevé voire très élevé.

On note aussi qu'un sondage IFOP-Fiducial (2) réalisé en octobre 2017 établit que près de la moitié des gens répondent être « très à l'aise » (7%) ou « assez à l'aise » (39%) à la question : « *Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très à l'aise, assez à l'aise, peu à l'aise ou pas du tout à l'aise avec les sujets relatifs à l'économie en général (PIB, dette, SMIC, taux de chômage, activité des entreprises, etc.) ?* »

La connaissance qu'ils en ont est toutefois très limitée

Selon ce même sondage IFOP-Fiducial (2)? **63 % des personnes interrogées n'ont néanmoins aucune idée de l'ordre de grandeur du P.I.B de la France pour l'année 2016 et il en est de même, dans 65% des cas, pour ce qui est du montant de la dette publique.** Comment dès lors les aspects économiques de ce que propose un responsable politique peuvent-ils être correctement interprétés par le corps électoral?

On observe aussi que 70% des Français n'évaluent pas correctement l'inflation et que pour 38 % d'entre eux la situation du commerce extérieur de la France est assez bonne ou même très bonne, un résultat très éloigné de la réalité de notre pays. En outre, la moitié des répon-

dants n'a qu'une idée très approximative du montant actuel net du SMIC et ils sont plus nombreux encore (73%) à ne pas évaluer correctement ce qu'un salarié payé au SMIC coûte à son entreprise, ce qui là aussi pose la question du rapport du citoyen à la vie des entreprises.

Dans le même ordre d'idées, l'enquête menée chaque année par l'institut d'études BVA pour le compte de l'école de management Audencia et des Banques Populaires (3) montre qu'un fort % des personnes interrogées ne sait pas effectuer un calcul d'intérêts simples. À la question « *Si vous avez placé 100 € et que le compte est rémunéré à 2 %, combien aurez-vous au bout d'un an sur votre compte ?* », 42 % des personnes interrogées en 2014 ne donnent pas la bonne réponse, soit 102 €. En 2016, le taux de mauvaises réponses tombe à 35 %, mais il apparaît que plus de la moitié des 18-24 ans se trompent, ce qui signifie que la majorité de ceux qui viennent d'achever leurs études secondaires ne savent ni manier une règle de trois, ni ce qu'est un taux d'intérêt. La méconnaissance de ces règles élémentaires les met à l'évidence en position de faiblesse face aux compagnies d'assurance et à leurs actuaires, mais surtout dans leur gestion quotidienne.

La même enquête note que seulement un français sur deux sait mesurer correctement l'impact de l'inflation sur son budget et que près de **90 % d'entre eux ignorent qu'il y a une relation inverse entre le prix des titres et l'évolution des taux d'intérêt**. De ce fait, ils ne comprennent pas le fonctionnement d'une obligation.

Ce sondage montre aussi que les concepts d'épargne et d'investissement sont mal compris et révèle de graves lacunes en ce qui concerne la gestion des emprunts. Il établit que **74,5 % de la population se trompe sur l'estimation du temps qu'il faut à une dette pour doubler si l'on ne fait aucun remboursement** et révèle une contradiction dans l'attitude face au risque. Si près de la moitié des sondés dit ne pas avoir d'aversion pour le risque, la très grande majorité privilégie les formes d'épargne ne présentant aucun risque de perte en capital.

Cette méconnaissance a un impact négatif sur la croissance

En plus de menacer les citoyens en les rendant vulnérables, cette méconnaissance nuit également à notre économie en affaiblissant la croissance.

Elle touche les français dans leur ensemble qui manifestement n'ont pas une connaissance satisfaisante des mécanismes économiques de base. Mais comme le note **Eric Le Boucher** (4), cette ignorance affecte également la classe politique, les fonctionnaires, les juges, la plupart des intellectuels et la majorité des journalistes. Or les premiers sont chargés de conduire les politiques publiques, les seconds d'élaborer les normes qui encadrent les activités économiques, les troisièmes du contentieux du droit des affaires et des relations professionnelles alors que les autres façonnent l'opinion.

Ce manque de culture économique contribue à détruire la confiance et pénalise notre économie. **Edmund Phelps**, prix Nobel d'économie en 2006 (5), a même calculé que ces lacunes faisaient perdre à la France un point de croissance chaque année.

A cette ignorance sont en effet liées des difficultés qui affaiblissent la capacité des habitants de notre pays à gérer correctement leur situation financière personnelle mais aussi constituent des entraves à la bonne marche de nos organisations productives.

Orientant en priorité leur épargne vers des placements à court terme réputés sans risque, les français ne contribuent de ce fait pas suffisamment au financement de l'investissement des entreprises. Pour rendre compte de cet état de fait, le professeur **André Babeau** (6) note que la notion de diversification des risques ne leur est guère familière et relie leurs comportements financiers, pour le moins étonnants, à leur manque d'éducation financière. Qu'il s'agisse de l'impact de l'inflation sur les rendements des actifs, des niveaux de risque des différents placements ou du mécanisme des intérêts composés, les enquêtes internationales montrent que leurs connaissances sont particulièrement faibles et très inférieures à la moyenne européenne ; **en 2010 seuls 31% d'entre eux fournissaient une réponse correcte sur ces trois points contre 53% des allemands et 50% des suisses.**

De ces incompréhensions résultent dans un même mouvement un manque de confiance en l'avenir et un pessimisme marqué sur la situation économique du pays. En octobre 2017 un français sur quatre seulement pense que cette situation va s'améliorer. Cette proportion paraît bien faible ; elle est pourtant au plus haut depuis 2014 (sondage Kantar SOFRES cité ci-des-

sus). Elle est la marque de ce que **Yann Algan et Pierre Cahuc** ont appelé la société de défiance (7). Or cet état de défiance, comme le faible niveau de culture financière de nos concitoyens, contribuent à affaiblir le potentiel de croissance du pays en lui coûtant cher en termes de croissance et d'emploi

Elle est un facteur de blocage des réformes

Cette inculture économique est en effet à la source de rigidités multiples.

En créant une fracture entre ceux qui ont les clés pour comprendre et s'approprier ce monde qui se complexifie à vive allure, et les autres, elle complique le dialogue social et rend difficile l'adaptation de l'économie française aux mutations en cours.

Les blocages qu'elle contribue à perpétuer :

- *gênent considérablement la mise en œuvre de réformes pourtant indispensables au bon fonctionnement de notre système productif ;*
- *deviennent des obstacles à la croissance dans un contexte où la condition de la réussite collective est de disposer d'institutions souples capables de s'adapter avec agilité aux changements qu'impulsent les nouvelles technologies ;*
- *empêchent notre pays de mettre pleinement en œuvre le potentiel d'innovations auquel l'excellence de ses ingénieurs et de ses chercheurs lui permettrait d'accéder.*

C'est en prenant en compte l'ensemble de ces éléments qu'**Edmund Phelps** a estimé le déficit de croissance de notre pays.

Pour l'auteur de *La Prospérité de masse* (5), une économie moderne « *pratique avant tout des activités visant l'innovation* ». Pour avancer « *elle se nourrit d'une culture économique motivante aussi bien que de motivations financières. Une société à dynamisme fort requiert des individus qui ont grandi avec certains comportements, et certaines croyances, qui les poussent à saisir des occasions qui promettent de les enthousiasmer par leur nouveauté, de les intriguer par leur mystère, de les défier par leur difficultés et de les inspirer par les nouvelles perspectives qu'elles représentent* » (5).

Sur tous ces points la situation de la France laisse à désirer. Le peu de cas qu'on y fait des apports de la science économique fausse les débats dans les médias et contribue à bloquer les réformes dont l'économie française a besoin en générant des polémiques stériles.

Polémique sur le contrôle des chômeurs qui serait une insulte faite à ceux qui sont privés d'emploi, polémique sur la dette publique qui ne serait qu'un faux problème, polémique sur les banques que l'Etat n'aurait pas dû sauver à l'issue de la crise de 2008, polémique sur la défense des emplois existants qui ne devraient jamais disparaître, polémique sur les retraites perçues comme un droit intangible quels que soient les paramètres démographiques, polémique sur l'assurance chômage qui n'est pas comprise comme étant une assurance, polémique sur la compétitivité vue comme une invention des élites, polémique sur le salaire minimum qui n'est jamais perçu comme un coût, polémique sur le rôle de la demande qui devrait toujours être relancée.



Comme le résume clairement **Michel Pébereau**, président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (ASMP):

« Les Français ont une très faible connaissance des mécanismes économiques de base. Il en découle un risque plus élevé de vulnérabilité financière et une difficulté, pour les citoyens qui n'ont pas les notions de base, de discerner les réformes nécessaires » (8).





Les racines de cette inculture économique sont plurielles

Les premières sont d'ordre général, à la fois culturel et politique. Les autres concernent plus spécifiquement la manière dont l'enseignement de l'économie est assuré au lycée. Cela renvoie :

- en premier lieu à la posture des professeurs de sciences économiques et sociales (SES) ;

- en second lieu à la manière dont sont conçus les programmes de sciences économiques et sociales (SES) du lycée et les manuels qui les déclinent.

Les causes culturelles et politiques

Comme le note Éric le Boucher : « *Nous sommes en France, pays où l'économie a toujours eu un rôle secondaire. On en connaît l'origine, l'État royal absolutiste puis la Révolution ont mis devant la politique. "La politique de la France ne se fait pas à la corbeille", avait joliment résumé le général De Gaulle* » (4).

Nombre de nos concitoyens se font même presque une fierté d'être nuls en économie, « *comme si, pour le village gaulois, c'était un produit d'importation intellectuelle.* » (4)

C'est une donnée de fond qui relève du très long terme. S'y ajoute, depuis le programme du Conseil National de la Résistance et la fin des années 1940, une hostilité profonde à l'encontre de l'économie de marché qui a durablement marqué les esprits.

Comme le souligne également Éric le Boucher, on vit quotidiennement ce combat contre le libéralisme dans le débat médiatique sur les réformes alors que dans l'enseignement secondaire règne encore l'esprit Astérix de « la glorieuse résistance à l'orthodoxie ultralibérale » (4).

La posture des enseignants de sciences économiques et sociales (SES)

La manière encore assez politisée dont nombre d'enseignants de SES conçoivent toujours leur mission doit donc être prise en compte. Sur ce point **Denis Clerc**, fondateur puis directeur de la revue Alternatives Économiques, dont les positions sont pourtant très

favorables à une approche critique et citoyenne de l'enseignement des SES, est sans ambiguïté aucune. Dans un article de la revue *Nouvelles Fondations* paru en 2006 (9), il observe que dans le supérieur, l'enseignement de l'économie s'est en quelque sorte dépolitisé. Mais il n'en va pas de même dans l'enseignement secondaire.

La conception de l'enseignement des SES qu'y défend la majorité du corps professoral est pluridisciplinaire et citoyenne depuis les origines de la discipline. Il s'agit d'aider les élèves à mieux comprendre la société en privilégiant l'approche par des documents choisis par le professeur. Il s'agit de susciter les réactions des élèves en exerçant sur eux un magistère du même type que celui des enseignants de philosophie : ouvrir l'esprit à des réalités nouvelles, découvrir le monde tel qu'il est, avec ses injustices et sa complexité, et donner envie de le changer.

Comment pourtant imaginer que des élèves puissent commenter et analyser avec profit ce qu'ils ne connaissent pas encore et qu'ils ne sont pas encore en mesure de comprendre?

Et surtout, comment analyser les principes et les résultats d'une science au fort contenu technique, avec une approche sociologique, voire philosophique, sans prendre le risque d'une erreur fatale d'interprétation ?

Avec **Denis Clerc**, on peut reprocher à une telle démarche « *des objectifs démesurés au regard du niveau des élèves, du nombre d'heures d'enseignement et, parfois, du niveau des enseignants : vouloir embrasser un champ disciplinaire aussi vaste (économie, sociologie, démographie, sciences politiques), prétendre maîtriser un savoir aussi complexe et aussi disputé et le traduire en propositions et analyse compréhensible par des élèves dont ce sont les premiers pas sur ce terrain, voilà une gageure*

*qui est rarement tenue » (9). C'est ce que soulignait déjà avec force le diagnostic établi en 1989 par **Edmond Malinvaud** sur l'enseignement des sciences économiques et sociales au lycée (10).*

A cela **Denis Clerc** ajoute : « *Au surplus - mais cela peut leur être à charge - la grande majorité des enseignants de sciences économiques et sociales dans les lycées ont choisi cette voie "parce qu'ils y voyaient une orientation critique à l'égard de l'analyse économique orthodoxe qui domine aujourd'hui dans la pensée économique" (11).*

Ils se sentent hétérodoxes, non seulement parce qu'ils associent l'économie et le social au moment où, dans l'enseignement supérieur, cette association sent le soufre, mais aussi parce que leur approche, à dominante keynésienne implicite, paraît une forme de résistance à la pénétration croissante de l'enseignement supérieur par la vulgate libérale »(9).

De cela il ressort qu'alors que l'université semble se normaliser et rentrer plus ou moins dans le moule néoclassique, même si ce n'est pas sans de réelles tensions comme on le verra ci-dessous, une grande partie des enseignants du secondaire ont adopté une posture plus militante que scientifique. Sous leur pression, et sous couvert d'un allègement des programmes, le thème portant sur le « *marché et la formation des prix* » a été rendu optionnel en 2016 par la précédente ministre de l'Éducation nationale. Manifestement cette décision découlait d'une posture idéologique jugeant inutile ou même néfaste cet aspect pourtant essentiel de la discipline. Cette prise en « otage » de pans entiers de l'économie est tout simplement dangereuse pour la construction intellectuelle des futurs citoyens.

Les programmes et les manuels

Le constat global

Si maintenant on considère les programmes et les manuels actuels, on remarque leur encyclopédisme, leur pessimisme et leurs lacunes analytiques, ce qui les éloigne des réalités de la vie économique :

- *encyclopédisme qui interdit tout approfondissement sérieux des questions complexes que les programmes prétendent couvrir ;*

- *pessimisme qui occulte des aspects essentiels de la réalité avec une tendance à insister sur ses seuls côtés négatifs ;*

- *lacunes analytiques qui laissent de côté toute analyse du risque, débouchent sur de graves confusions entre corrélation et causalité et négligent les contraintes que subissent les entreprises.*

On retrouve systématiquement ces trois points dans les rapports de tous les économistes éminents dont l'Académie des sciences morales et politiques (ASMP) a sollicité les avis, en 2008 puis en 2016.

En 2008 leurs conclusions résumées par **Pierre-André Chiappori** étaient plus que sévères : « *On aimerait pouvoir dire que l'élève ne retirera de cet enseignement que peu de bénéfices. Mais même cette conclusion paraît trop optimiste ; il est difficile d'écarter l'hypothèse que cet enseignement, inadapté dans ses principes et biaisé dans la présentation, soit en fait néfaste* » (12).

En 2016, L'Académie estime que la réforme des programmes mise en œuvre en 2010 a permis de réaliser quelques progrès mais qu'ils restent encore bien insuffisants.

Les remarques convergentes de six économistes réputés

L'avis du professeur Barberà (université de Barcelone)

Interrogé sur la qualité de l'approche pédagogique véhiculée par les instructions officielles, il dénonce dans son rapport à l'ASMP (13) l'imposition d'« *un programme écrasant de visites guidées* » qui ne peut susciter ni l'intérêt ni la compréhension des élèves. Il ajoute : « *Mieux vaut laisser un élève sur sa faim que de lui donner la fausse impression que l'on peut tout comprendre au niveau du lycée* » avec, de surcroît, le risque « *d'amener les élèves à supposer qu'on peut traiter de manière cohérente les phénomènes les plus complexes comme s'ils étaient affaires d'opinion* ».

Il remarque aussi que les programmes et les manuels ne mettent pas assez l'accent sur l'amélioration considérable des conditions de vie et des droits sociaux qu'a connus l'humanité au cours des derniers siècles. Enfin il avance que certains concepts et techniques de base soit ne sont pas mentionnés, soit sont insuffisamment mis en avant.

Il s'étonne « *que les manuels perdent une bonne occasion d'approfondir l'idée que le modèle simple de l'offre et de la demande fournit un instrument d'analyse extrêmement utile* ». Il note également le manque de référence au concept d'efficacité alors qu'il permettrait d'analyser avec rigueur les avantages et les inconvénients du marché. De même, ce qui touche à la question des réseaux, à celle des incitations ou encore à l'optimisation sous contrainte est négligé par les programmes.

L'avis du professeur Olivier Blanchard (Harvard, MIT, FMI)

Dans son rapport (14), il estime que les manuels qui lui ont été soumis comportent trop d'informations que les élèves peuvent absorber de façon passive et pas assez de méthodes de raisonnement leur permettant de réfléchir de façon active.

En imaginant prendre la place d'un élève, il note: « *Je considérerai le cours comme un pensum* » et ajoute que « *l'économie peut être plus passionnante que ça* ». Il regrette que le manuel de seconde passe des questions de micro à des questions de macro sans les séparer clairement. Pour ce qui est du manuel de première, sa « *première réaction a été d'être submergé par la quantité d'informations* ».

Il a trouvé la description des grands équilibres « *terriblement confuse* ». Sur les chapitres relatifs au marché il note : « *Là encore j'aimerais des conclusions plus fortes. Y a-t-il une alternative à l'économie de marché ? Pourquoi la planification centrale n'a-t-elle pas marché?* ». Le manuel de terminale lui paraît être le meilleur des trois bien qu'il souffre des mêmes défauts que les deux autres: « *motivations insuffisantes, manque de conclusions fortes* ».

L'avis de Yann Coatanlem (club Praxis, Citygroup)

Selon son rapport (15) « *les ouvrages sont plus attrayants que véritablement stimulants. Mais ce sont les programmes eux-mêmes qui paraissent les plus critiquables* ». En premier lieu, il recommande de davantage identifier l'économie à une science et de consacrer une part importante des cours à exposer les concepts clés.

En deuxième lieu, il lui paraît que « *de la lecture continue des manuels découle une impression de relativisme où de nombreux courants de pensée sont présentés dans une égalité scrupuleuse, mais qui laisse perplexe le futur citoyen et contribue à une impression générale de pessimisme particulièrement dangereuse, alors qu'il existe un socle théorique de base qu'aucun économiste ne songerait à remettre en cause* ».

À propos du programme de seconde il écrit : « *On souhaiterait une esquisse de l'économie comme science plutôt qu'un amalgame de sociologie et de documentaire* ». Pour ce qui est du programme de terminale, il lui paraît bien trop macro-économique. Quant au programme de première il note que c'est le plus équilibré des trois mais qu'il est « *dommage que l'élan soit coupé à mi-chemin pour passer à des questions sociologiques fort peu en rapport avec les sujets économiques abordés* ».

L'avis du professeur Kevin O'Rourke (Université d'Oxford)

Il ne se prononce pas sur les programmes et son jugement sur les manuels est globalement positif. Plusieurs de ses remarques n'en soulignent pas moins quelques-unes des faiblesses de l'enseignement de l'économie dans les lycées. Ainsi il ne trouve pas bon du tout le chapitre sur le chômage dans le manuel de seconde : « *Je ne pense pas que cela contribue à « éduquer de futurs citoyens », cela leur apprend plutôt à imiter le débat public français, extrêmement stérile, sur le chômage* ».

En évoquant le manuel de première, il se demande comment les élèves vont se sortir des documents présentés sur le commerce international. Dans le manuel de terminale, il trouve que les chapitres sur la mondialisation ne sont pas réussis et que le chapitre sur l'union européenne comme celui portant sur la croissance et l'environnement sont trop peu analytiques.

L'avis du professeur Thomas Philippon (New York University)

Dans son examen des manuels (17), il est d'abord frappé par l'abondance de documents qu'ils comportent, « *au détriment parfois des explications et des concepts* ». Il s'étonne de leur surabondance alors qu'ils sont « *souvent sans intérêt, parfois faux ou problématiques* » et qu'un grand nombre d'entre eux « *consiste en des citations d'autres manuels, ce qui n'est pas une pratique courante dans les manuels universitaires* ».

L'avis du professeur Bernard Salanié (Columbia University)

Dans son rapport (18) il relève que « *Les programmes sont très ambitieux et n'insistent pas assez sur l'importance d'exposer les concepts clés de l'analyse économique. L'enseignement devrait se concentrer sur un petit nombre d'idées et de mécanismes et les décrire de manière plus approfondie* ». Un peu plus loin il ajoute : « *la méthode d'enseignement préconisée privilégie trop le travail sur documents, et surtout trop tôt* ».

Synthèse rapide

Les critiques portant sur la surabondance des documents, le défaut de présentation des concepts et mécanismes de base, le relativisme et le pessimisme des programmes sont donc récurrentes. Elles appellent à leur refonte.

Ainsi que le souligne **Michel Pébereau**: « L'amélioration de la culture économique française doit passer en premier lieu par l'école » (8).

Mais force est de constater la lenteur des mutations de l'Education nationale, cette citadelle réputée imprenable, ce qui pousse à envisager d'autres canaux de transmission.





Les réponses sont multifformes mais passent en priorité par le lycée

Une citadelle réputée imprenable ?

Il faut certainement continuer à cibler en priorité l'enseignement secondaire pour permettre à tous d'acquérir une connaissance suffisante des mécanismes et des raisonnements qui servent de trame à la science économique.

Il apparaît toutefois que le rapport **Guesnerie** de 2008 (19) et les travaux commandités la même année par l'ASMP (11) n'ont eu qu'un impact limité sur la réforme des programmes mise en œuvre en 2010/2011. De même il semble que les actions relancées par l'Académie en 2017 se heurtent à nouveau au conservatisme de l'institution,

ainsi qu'en témoigne le rapport récemment adressé au ministre de l'Éducation nationale par le conseil supérieur des programmes (20).

Les circonstances qui ont présidé à l'élaboration de ce rapport valent d'être rapportées tant elles sont révélatrices des polémiques qui entourent l'enseignement des SES.

Le premier acte se joue en 2016 lorsqu'à la demande de l'association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES) qui trouvait le programme de seconde (21) beaucoup trop lourd, intervient un allègement (22) rendant facultative la question de la formation des prix sur un marché. Perçue comme une provocation, cette décision du ministère apparaît aux yeux de beaucoup comme relevant d'un contresens total. Pour calmer le jeu, Madame la Ministre a alors chargé le conseil supérieur des programmes (CSP) et le conseil national éducation économie (CNEE) d'élaborer un avis.

Les chefs d'entreprise qui étaient membres du CNEE en ayant démissionné, la rédaction du rapport a été fortement retardée. Finalement publié en octobre 2017, il préconise de rendre la discipline obligatoire en seconde mais en lui assignant un objectif formulé de manière extrêmement large et donc floue : « *amener les élèves à poser les termes de débats sociétaux auxquels l'actualité les confronte régulièrement, leur permettre de comprendre les mécanismes économiques sous-jacents et les démarches des sciences sociales* » (20). En outre le rapport suggère de réduire la place accordée à la science économique, de rééquilibrer les programmes au profit de la sociologie et de la science politique et de rétablir des liens beaucoup plus serrés entre ces différentes approches au nom de l'unité des sciences sociales et dans la perspective d'une formation de culture générale à visée critique. On voit que l'effort demandé aux élèves n'est toujours pas centré sur l'assimilation des mécanismes et concepts économiques de base.

Il s'agit en fait d'une réaffirmation du point de vue qui l'avait emporté dans les années 1960 lorsque les SES ont été introduites dans le cursus des lycéens, point de vue exactement opposé à celui que soutiennent le rapport Guesnerie, les économistes universitaires, les milieux patronaux et l'académie des sciences morales et politiques. Dans ces conditions on peut douter que l'enseignement de l'économie soit prochainement recentré de manière rigoureuse sur les méthodes de raisonnement propres à cette science.

Les évolutions possibles de l'institution

Bien sûr cela n'empêche pas de continuer à agir auprès des instances responsables pour que les programmes futurs bénéficient à tous les élèves de seconde dans le cadre d'un enseignement non plus optionnel mais obligatoire. Il s'agit donc bien de proposer l'enseignement de l'économie à tous, dès la seconde, à raison d'au moins deux heures par semaine tout au long de l'année. C'est primordial, au même titre que l'enseignement civique, pour favoriser une approche plus démocratique du débat public. Mais plus que des informations disparates, c'est une méthode de pensée qu'il faut préconiser de transmettre aux élèves. Comme le suggère l'avis rendu par l'Académie le 20 mars 2017 (23) : *« Il faut renoncer à parler superficiellement de tout, pour consacrer beaucoup plus de temps, d'efforts et de pédagogie aux concepts et mécanismes de base ; en bref, apprendre aux élèves, non à répéter des opinions convenues, mais bien plutôt à raisonner en économistes ».*

On peut aussi faire confiance à la jeune génération de professeurs de SES, moins marquée par des biais idéologiques, pour adapter leurs méthodes d'enseignement en s'appuyant sur les possibilités multiples d'innovation pédagogique qu'offre le numérique. Toutefois, développer de nouveaux outils demande du temps ainsi que le remarque l'ASMP dans ses propositions du 15 mars 2017 (24) : « *Qu'il s'agisse d'études de cas, de jeux de simulation ou de toute autre méthode, ils nécessitent un investissement initial lourd qui paraît difficilement compatible avec les charges existantes. Il est donc nécessaire de soutenir et favoriser la mise en commun de ces outils, notamment par la création de bibliothèques de cas et de jeux pédagogiques* ».

Pour que ces initiatives se multiplient, encore faut-il que les programmes laissent aux enseignants une marge suffisante d'autonomie, ce qui suppose que l'Education nationale, ce lourd paquebot, devienne plus manœuvrante et favorise des expérimentations menées localement.

Pour aller dans le sens d'une meilleure collaboration entre les professeurs des différentes disciplines, on doit aussi envisager d'encourager, éventuellement par des primes, des démarches volontaires partant de la base. C'est ce que suggère **Alain Lemasson**, président d'infofi 2000 en donnant cet exemple (25) : « *Le professeur d'histoire parlant de la conversion de Constantin évoquerait ainsi la décision concomitante de dévaluer le solidus, nouvelle monnaie d'empire. Son collègue professeur de philosophie ferait réfléchir ses élèves sur un aspect ignoré de la bourse, la transformation du temps court du spéculateur en temps long pour l'entreprise. Le professeur de mathématiques montrerait le calcul de la valeur présente d'une obligation...Ce travail, coordonné avec le professeur d'économie, produirait des effets positifs multiples sur la motivation des élèves,... et des professeurs* ».

Cette démarche transversale riche de potentialités pourrait être mise en œuvre à l'initiative des professeurs à une ou plusieurs reprises dans l'année.

Pour encourager les enseignants à aller dans ces directions, on peut s'appuyer sur ce qui existe et le renforcer : les entretiens annuels enseignants-entreprise (26) co-organisés par l'Institut de l'Entreprise et l'inspection générale de SES ont fait la preuve de leur utilité de même que des sites comme melchior.fr ou lafinancepourtous.com. Il faut également saluer les actions de l'association Jeunesse et Entreprises (AJE, 27) et le rôle très positif joué aussi bien par les journées de l'économie qui se déroulent à Lyon au mois de novembre (<http://www.journeeseeconomie.org/>) que par le printemps de l'économie dont la 6ème édition s'est déroulée à Paris en mars 2018 (www.printempsdeleco.fr). Mentionnons également le travail de l'association « *Lire la société* » qui organise tous les ans en décembre la journée du livre d'économie et remet le prix du livre d'économie.

La création de la cité de l'économie (28) va dans le même sens ; elle ouvrira ses portes à la fin de l'année 2018, à l'initiative de la Banque de France. On peut d'ores et déjà mettre à profit les ressources considérables mises en ligne sur citeco.fr

L'émergence d'autres modes de transmission

Pour contourner les obstacles, il faut aussi favoriser l'émergence de nouveaux canaux de transmission et méthodiquement développer les possibilités offertes par la désintermédiation de l'enseignement de l'économie (29). Cela passe par la multiplication des MOOC (Massive Online Open Courses), dont il faut étoffer l'offre, et de sites spécialisés dont il convient d'encourager l'éclosion.

De même, pour profiter des effets positifs induits par le numérique, il faut réfléchir au développement de « *serious games* ». Ces activités combinant une intention sérieuse de type pédagogique avec des ressorts ludiques permettent aux lycéens de simuler la gestion d'une entreprise ou même d'un état, les sensibilisent aux ressorts de l'économie réelle et appliquée et les incitent à faire primer le pragmatisme sur le dogmatisme.

Sur un mode encore plus ludique on pourrait s'inspirer de ce que font des applications comme flashbreak en développant un jeu de quizz en ligne sur smartphone pour le grand public. Cette sorte de « *questions pour un champion* » sur mobile aurait pour champ l'économie et les sciences sociales. Chaque jour à heure fixe un animateur poserait en direct une dizaine de questions avec à la clef une somme d'argent à partager entre les gagnants. Les questions porteraient sur les grands économistes, les penseurs de la société, les principaux ordres de grandeur, les dates et les événements-clés de l'histoire économique, etc.

On pourrait aussi envisager la possibilité de mobiliser l'intelligence et le savoir-faire des étudiants des grandes écoles de commerce pour lutter contre l'inculture économique des français.

À travers des cours électifs organisés à cette fin au sein des écoles de management, ceux qui ont reçu en classe préparatoire une formation solide à l'économie pourraient la transmettre à leurs camarades issus des voies scientifiques, ce qui contribuerait à une meilleure formation économique des élites et à la multiplication des passeurs de cette discipline indispensable à la compréhension du monde. Ils pourraient s'appuyer sur l'aide d'un professeur jouant le rôle de médiateur et sur les ressources d'un site dédié à l'enseignement de l'économie reprenant sous forme très synthétique les quatre grands thèmes du programme d'économie, sociologie et histoire de la classe préparatoire.

À plus long terme, on pourrait envisager que ces étudiants, éventuellement motivés par une bourse, proposent aux professeurs d'économie des lycées situés dans leur environnement géographique d'animer des séances sur la base d'un catalogue de propositions. Sous une forme stimulante, par exemple sous forme de jeux, elles porteraient sur des points précis que les enseignants, par manque de temps ou de motivation, ne sont pas en mesure de traiter alors même que leur importance a été soulignée par tous les experts que l'Académie des sciences morales et politiques a consulté. Cela est peut-être utopique mais mériterait de faire l'objet d'une étude de faisabilité

De manière plus large, il paraît enfin hautement souhaitable d'introduire un enseignement rigoureux de l'analyse économique dans toutes les grandes écoles ainsi qu'à l'Ecole Nationale de la Magistrature. De même, à Sciences-po et à l'ENA, il faudrait étendre cet enseignement au-delà du seul examen des politiques publiques et de la glorification de l'action de l'Etat.

Sans oublier les députés, sénateurs, et élus locaux en général qui sont, pour beaucoup d'entre eux, loin d'une bonne compréhension opérationnelle et structurante de l'économie et de ses modèles. Cela les empêche de bien percevoir le sens des messages que beaucoup de citoyens, d'entrepreneurs et d'associations viennent partager avec eux afin de les mettre en garde sur les conséquences pour l'économie et l'emploi des projets de lois qui se préparent. Une formation adaptée aux horaires et conditions de vie de ces personnes serait nécessaire. Plusieurs d'entre eux passent beaucoup de temps dans les transports : une occasion particulière pour écouter et visualiser des formations.

Quant à l'enseignement de l'économie à l'Université il est également urgent de le repenser. Pour ce qui est des écoles de commerce il faut saluer l'initiative prise par la Skema Business School, sous l'impulsion de sa Directrice Générale Alice Guilhon et d'Alain Joyeux, Président de

l'Association des Professeurs des Classes Préparatoires Economiques et Commerciales (APHEC).

La nouvelle maquette pédagogique mise en place à la rentrée 2017 comporte en première année de nouveaux cours centrés sur les grands enjeux économiques contemporains et sur les approches disruptives des entreprises (low cost, GAFAs ...) dans une logique macro puis microéconomique. Ils sont assurés par Emmanuel Combe, Vice-Président de l'Autorité de la Concurrence et auteur d'un très clair Précis d'Economie et par Rodolphe Desbordes, docteur en économie, dont les travaux sont tournés vers la croissance économique, l'investissement direct à l'étranger et l'économétrie appliquée. C'est le signe encourageant d'une réelle prise de conscience de la nécessité d'étoffer la culture économique des étudiants.

L'enseignement supérieur doit aussi évoluer

Si l'enseignement de l'économie doit être réformé dans le secondaire, il doit en effet être également refondé dans le supérieur. L'enseignement généralisé de l'économie dans les universités françaises ne date que des années 1960 à l'issue d'un puissant mouvement de fond qui commence à la fin des années 1950 et s'achève après 1968, lorsque la filière économie est détachée des UFR de Droit (30).

Il s'agit de la dernière grande discipline à être apparue en tant que telle dans le corpus d'enseignement supérieur.

Malgré son importance pour la société, son enseignement après le baccalauréat est aujourd'hui pris au piège du dogmatisme, tiraillé entre les orthodoxes et les hétérodoxes.

Après de premières escarmouches initiées en 2000 par le mouvement « *Autisme en économie* », l'affrontement entre les hétérodoxes, qui militent pour un pluralisme disciplinaire dans l'enseignement de l'économie, et les orthodoxes, présentés par les premiers comme les dépositaires de l'ordre néo-classique établi, a pris un tournant plus sérieux et plus concret en 2010. C'est alors qu'à l'initiative d'André Orléan a été créée l'AFEP, (Association Française d'Economie Politique), pour mettre fin au monopole de l'AFSE (Association Française de Science Economique), fondée en 1950.

Cet antagonisme, né d'une fracture idéologique, transparait malheureusement trop souvent dans les médias ; il y prend la forme d'oppositions virulentes et parfois caricaturales au détriment d'un dialogue plus serein et moins passionné. Ces affrontements qui décrédibilisent la profession sont facilités par l'absence de structure de débat interne aux acteurs de la filière économie.

Les juristes disposent du Conseil National du Droit (CND), enceinte qui permet aux acteurs en place de débattre, sans que cela soit étalé en place publique. Une initiative similaire a été prise par l'Association Représentative des Etudiants en Sciences sociales (ARES, 31) lorsqu'en 2015 a été créé le Conseil National de l'Economie Gestion (CNEG), instance qui réunit une cinquantaine d'acteurs de la filière et mérite d'être soutenue.

En économie l'affrontement s'est en revanche cristallisé autour de la question de la recherche et du manque de pluralisme au sein de la section 05 du Conseil National des Universités (CNU). Les uns veulent créer une seconde section intitulée « *économie et société* » et les autres s'y opposent. En juin 2014,

le rapport Hautcoeur (32) a écarté la création d'une nouvelle section mais a quelque peu apaisé les tensions en reconnaissant la nécessité d'aller vers plus de pluralisme au sein de l'enseignement et de la recherche en économie.

Le problème de cette guerre de clocher et de ces débats picrocholins, c'est que les étudiants en sont les grands oubliés. A aucun moment l'avenir de la filière en tant que vecteur d'enseignement n'est posé. La cristallisation autour de la question du CNU est symptomatique du fait que l'intérêt des militants des deux camps se focalise sur la question du pouvoir au sein du CNU.

Cet affrontement aveugle occulte la perte préoccupante d'attractivité de la filière : selon les chiffres du ministère, les effectifs des étudiants en L1 vont progresser de 13% d'ici à 2024. Mais ceux de la filière économie ne vont progresser que de 8% sur la même période de 7 ans alors que la croissance des effectifs était de plus de 3% par an ces dernières années.

Selon le rapport Hautcoeur (32), il apparaît aussi qu'une fois diplômés, seuls 4% des étudiants en économie se tourneront vers la recherche en économie, et que seuls 10% des étudiants occuperont un métier intitulé « économiste, analyste ou chargé d'étude ». Le constat est clair : l'économie ne forme pas à l'économie dans 86% des cas. Vouloir réduire la filière économie au seul enseignement de l'économie serait donc dangereux pour sa survie, et risquerait de lui faire subir le même sort que celui connu par la filière AES.

Se pose donc la question du manque de pluralisme de la formation des étudiants en économie. L'association PEPS (pour un enseignement pluridisciplinaire en économie) (33) a montré que **les cours d'épistémologie ne représentent que 0,006% du volume des cours dispensés**. Il en est de même pour l'enseignement de l'histoire de la pensée économique, matière fondamentale et indispensable pour analyser la construction et l'évolution des savoirs sur

la longue durée, mais qui ne représente que 1,7% des enseignements.

Ainsi, ce type de **cours axés sur les humanités ne représente que 2,2% du total des enseignements au sein des UFR**. Or ils sont tout à fait indispensables à la formation de ceux qui deviendront professeurs de SES dans le secondaire. A l'inverse, les enseignements portant sur les aspects quantitatifs, comme les mathématiques et l'économétrie, représentent plus de 20% des enseignements en économie alors que la théorie des jeux en représente 10%. Or ils ne seront véritablement utiles qu'à une faible fraction des futurs diplômés

A l'heure de l'intelligence artificielle, cet état de fait va représenter un véritable problème et un sérieux enjeu de réforme. **L'Institut Sapiens met en avant un impératif catégorique qui est de toujours veiller à ce que l'humain garde sa prédominance sur le numérique et l'intelligence artificielle**. Cela passera par le développement des « soft skills » (comme les capacités à s'exprimer en public, à travailler en groupe, à mener un projet à terme, à analyser et résoudre un problème donné) et des humanités de manière à ne pas être dépassé par l'IA qui sinon pourrait nous échapper. Friedrich Hayek, un des plus grands penseurs du 20ème siècle disait « *il serait un mauvais économiste celui qui ne serait qu'économiste* ». Cette assertion pourrait se prolonger en se disant qu'à l'heure de l'émergence du numérique, « *il ne sera plus économiste, celui qui n'a été qu'un économiste* ».





Conclusion

Dans le secondaire, l'enjeu principal est de recentrer l'enseignement sur les fondamentaux en évitant de disperser les efforts des élèves et de leurs professeurs sur un trop grand nombre de thèmes dont aucun n'est au final maîtrisé. Il s'agit de mettre les enseignants en capacité de transmettre à leurs étudiants une compréhension satisfaisante des mécanismes de base et des méthodes de raisonnement utilisés par les économistes.

Il faut aussi qu'en classe de première et terminale ils soient en mesure de les aider à cerner leurs centres d'intérêt et à guider leurs recherches en leur laissant le maximum d'initiative et de liberté.

Cela suppose que les professeurs aient été correctement formés à cette double tâche lorsqu'à l'université ils préparent le mastère de formation aux métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.

Pour les autres étudiants de la filière économie, l'objectif est de tous les doter d'une formation à l'analyse économique (micro et macro) mais aussi à l'histoire de la discipline et aux sciences sociales qui lui sont liées (sociologie, épistémologie, anthropologie en particulier). C'est la condition sine qua non pour que leur formation leur permette de se mouvoir dans un monde changeant où il faudra compter avec l'intelligence artificielle.

Les enjeux sont donc différents dans le supérieur tout en étant complémentaires de ceux du secondaire.

Mais ce sont les défis auxquels ce dernier est confronté qu'il est le plus urgent de relever, en raison de l'impact de l'enseignement qui y est dispensé sur l'ensemble de la population. Les programmes paraissent trop encyclopédiques et devraient se concentrer sur un nombre de thèmes plus limités mais traités de manière plus approfondie. Les méthodes pédagogiques en vigueur ont du mal à mobiliser l'intérêt des élèves en mettant trop et trop tôt l'accent sur le travail sur documents fait en classe. En revanche, elles ne tiennent pas assez compte des ressources numériques et des perspectives qu'elles offrent aux élèves du lycée pour apprendre par eux-mêmes, en ayant un temps de présence peut-être moindre dans les établissements. Les évolutions les plus récentes pour raisonner davantage en termes de profils et moins en termes de filières vont dans le bon sens mais beaucoup reste à faire pour adapter l'institution à la nouvelle donne. Sur ce point un élève de terminale ES a mis en ligne une vidéo éclairante qui vaut d'être vue (34).

On voit bien que la question du manque de culture économique des Français s'inscrit dans le cadre beaucoup plus large de la refonte complète de notre système d'enseignement. Dans le secondaire, c'est tout le lycée tel qu'il fonctionne aujourd'hui qu'il s'agit de repenser. Face au tsunami numérique, il est urgent de réfléchir à la montée en puissance des MOOC, à l'implantation de plateformes attrayantes, au temps de présence des élèves, à la diversification de leurs profils, à l'évaluation de leur travail et au rôle même des professeurs ainsi qu'à leur statut. Ses bases ont été posées par un décret vieux de près de 70 ans (35). Il établit que les obligations réglementaires de service des enseignants (ORS) se calculent toujours dans un cadre strictement hebdomadaire. Aucune évolution majeure ne peut être envisagée sérieusement aussi longtemps que ne sera pas traitée la question ultrasensible de l'annualisation du temps de travail des professeurs.

Dans le supérieur, il faut de même envisager une plus grande diversification des parcours et faire une plus large place aux disciplines autres que les statistiques et l'économétrie.

Dans les deux cas l'enjeu est bien de remettre de la liberté et de l'humain au sein d'un système sclérosé





Propositions

Nos propositions pour le secondaire

En seconde

- **Ouvrir l'enseignement de l'économie à tous les élèves de seconde.** Pour favoriser une approche plus démocratique du débat public, il est primordial que cet enseignement soit suivi par tous les élèves sur l'ensemble de l'année. Cela suppose que cet enseignement soit intégré au tronc commun des deux futurs semestres de la classe de seconde générale et technologique comme le demande l'Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales (APSES, 36) et que chaque élève bénéficie à ce titre au minimum de deux heures de cours par semaine avec des possibilités de dédoublement des classes
- **Recentrer le programme sur l'apprentissage des mécanismes et méthodes de raisonnement de base en économie.** Ce recentrage s'effectuerait autour de 4 axes : le marché (en en soulignant le rôle moteur), l'entreprise et les

entrepreneurs (en mettant l'accent sur les contraintes que subissent les unes et les risques qu'assument les autres) , l'Etat (en prenant en compte les limites de ses interventions et ses conséquences) et la société (en présentant l'approche qui part de l'acteur comme celle qui part du système). A travers l'étude de ces thèmes les élèves seraient sensibilisés aux questions que soulèvent la collecte, le traitement et l'interprétation des données chiffrées.

• **S'inspirer dans la définition du futur programme de celui qui guide aujourd'hui l'enseignement d'exploration intitulé Principes fondamentaux de l'économie et de la gestion.** (37). Proposé en concurrence avec celui de SES, il n'est dispensé qu'à une faible fraction des effectifs d'élèves pour des raisons qu'il faudrait analyser.

En première et terminale

• **Approfondir les acquis de la classe de seconde en économie.**

• **Mettre l'accent sur la transmission des méthodes de raisonnement en économie et sciences sociales.**

• **Initier les élèves à la recherche en économie** et en sciences sociales en exploitant toutes les ressources du Net.

• **Former les élèves à un usage autonome et critique des technologies numériques.**

- **Diversifier le plus possible les parcours** en sortant effectivement d'une logique de filières pour aller vers une logique de profils plus librement personnalisés.

A tous les niveaux (seconde, première et terminale)

- **S'appuyer sur des exercices et des jeux de simulation** pour favoriser une démarche active d'acquisition des méthodes de raisonnement.

- **Inciter les élèves à assimiler eux-mêmes le plus possible en dehors du cours** les informations qu'ils peuvent absorber de façon passive.

- **Reconfigurer des programmes** qui paraissent démesurés au regard des capacités de concentration des élèves du secondaire et de leur emploi du temps.

- **Encourager la création de blogs et revues renforçant la capacité des lycéens à réfléchir par eux-mêmes** sur les questions économiques et sociales.

- **Soutenir et favoriser la mise en commun par les professeurs d'outils pédagogiques innovants**, notamment par la création de bibliothèques de cas et de jeux pédagogiques.

- **Donner plus d'ampleur et de retentissement aux Entretiens Enseignants Entreprises (EEE)** qui se déroulent chaque année à la fin des vacances scolaires d'été.

- **Mettre en place une Newsletter préparée par l'Éducation nationale** et envoyée chaque semaine à tous les élèves analysant les événements économiques de la semaine et rappelant les principes qui régissent ces conséquences. La rédaction serait revue par un panel d'experts pour s'assurer de la non politisation du message.

Nos propositions pour le supérieur

- **Introduire un enseignement rigoureux de l'analyse économique** dans toutes les grandes écoles ainsi qu'à l'École nationale de la Magistrature.
- **A Sciences-po et à l'ENA**, étendre cet enseignement au-delà du seul examen des politiques publiques et de la glorification de l'action de l'État.

A l'université où l'enjeu est de ne pas subir le sort de la filière AES et de pouvoir résister à l'attrait des écoles de commerce, qui ne proposent pas d'enseignement de l'économie :

- **Mettre en place des modules aujourd'hui secondaires mais primordiaux dans le monde de demain, permettant l'apprentissage de « soft skills »** (*comme les capacités à s'exprimer en public, à travailler en groupe, à mener un projet à terme, à analyser et résoudre un problème donné*) et de compétences complémentaires avec le numérique.
- **Adopter une approche disciplinaire plus large qui ne soit pas aussi centrée sur les mathématiques et les techniques quantitatives** *mais fasse plus de place à l'histoire de la pensée économique, à l'épistémologie de la discipline et aux autres sciences sociales. Cela aurait d'autant plus de sens qu'auront été posées dans le secondaire les bases du raisonnement en économie.*

- **Permettre la pluridisciplinarité de la recherche en économie** qui serait ainsi accompagnée d'autres disciplines dans les projets de recherche, en mettant fin au monopole du CNU (Conseil national des universités).
- **Soutenir l'action du CNEG** (Conseil National de l'Economie Gestion) pour canaliser et régler les guerres de chapelle menées par certains économistes.

Nos propositions pour le grand public

- **Soutenir, développer et faire un très large écho à ce qui existe déjà** comme la Cité de l'économie, l'Institut de l'Entreprise, son site melchior.fr, les sites d'éducation financière, le site Facileco pour mieux comprendre l'économie, les journées de l'économie, le printemps de l'économie, les rencontres économiques d'Aix en Provence, le prix du livre d'économie, et autres initiatives du même type.
- **Encourager les professeurs et les étudiants à créer des sites visant à mettre la culture économique à la portée de tous** (comme hecosphere.com) et mettre en place un portail pour les référencer.
- **Créer une base de podcasts** facilitant l'accès aux émissions mises en ligne par les radios classiques et numériques (comme : On n'arrête pas l'éco, La librairie de l'éco, L'économie en questions, Entendez-vous l'éco ?, **Splash, Planet money, The Economist radio, etc.**)

- **Développer une appli de quiz en ligne** centrée sur l'économie permettant aux joueurs de tester leur culture économique et aux gagnants de partager une somme d'argent.
- **Organiser la diffusion par des chaînes de télévision d'un programme court de 2 ou 3 minutes à une heure de grande écoute.**
- **Sur les réseaux sociaux favoriser l'accès à un ou des programmes de vulgarisation de l'économie**, pour développer le niveau de connaissance des citoyens, quel que soit leur niveau d'étude.





Références et bibliographie

1 - Sondage Kantar Public - Les Français et l'économie - Octobre 2017
<https://www.banque-france.fr/communique-de-presse/les-francais-et-leconomie-publication-des-resultats-du-sondage-banque-de-france-pour-les-jeco-2017>

2 - Sondage IFOP–Fiducial sur les connaissances des Français en matière économique, octobre 2017 <http://fondationconcorde.com/?p=4272>

3 - Sondage BVA, Observatoire de la vulnérabilité financière pour Audencia et le groupe des Banques Populaires, juin 2016 - http://www.bva.fr/fr/sondages/observatoire_de_la_vulnerabilite_financiere_des_francais_-_2016.html

4 - Eric Le Boucher, Macron face à l'inculture économique des Français, Les Échos, 2 novembre 2017 - <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/030817020714-macron-face-a-linculture-economique-des-francais-2126963.php>

5 - Edmund Phelps, La prospérité de masse, Odile Jacob, 2017

6 - André Babeau, L'éducation financière des Français, une cause nationale, Les Echos, 9 février 2018 - <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0301265088418-leducation-financiere-des-francais-une-cause-nationale-2152350.php>

7 - Yann Algan et Pierre Cahuc, La société de défiance - Comment le modèle social français s'autodétruit, collection du CEPREMAP, 2007

8 - Michel Pébereau, président de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (ASM), séance du 30 janvier 2017, compte-rendu le même jour sur le site des Echos - https://www.lesechos.fr/30/01/2017/lesechos.fr/0211750030707_enseignement-de-l-economie-au-lycee--un-diagnostic-et-de-premieres-batailles.htm

Voir aussi le site de l'ASMP <https://www.asmp.fr/sommaire.htm>

9 - Denis Clerc, « L'enseignement de l'économie en France », Nouvelles Fondations, 2006/2 (n° 2), p. 76-82. Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-fondations-2006-2-page-76.htm>

10 - Diagnostic de la commission Malinvaud, novembre 1989 évoqué in : Les SES : Enseignement et apprentissages, p. 20 et s, Alain Beitone et alii, Editions De Boeck sup, 2013

<http://fr.calameo.com/read/000015856d600b681705c>

11 - Élisabeth Châtel (dir.), Marché et prix, savoirs enseignés et façons d'enseigner en sciences économiques et sociales, INRP, 1995

12 - Académie des Sciences Morales et Politiques (ASMP), rapport sur l'enseignement de l'économie dans les lycées établi à l'initiative de la section Économie politique, statistique et finances, et avec le concours d'économistes étrangers - Juin 2008

https://www.asmp.fr/travaux/gpw/enseignement_SES_lycees.pdf

13 à 18 - Rapports présentés à la séance du 30 janvier de l'ASMP sur les programmes des Sciences économiques et sociales dans les lycées :

13 - à partir de la lecture des manuels de la maison Hatier par Salvador Barberà - Université autonome de Barcelone et Barcelona Graduate School of Economics Août 2016 <https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-Barbera-Hatier.pdf>

14 - à partir de la lecture des manuels des éditions Bordas par Olivier Blanchard, professeur à Harvard puis au MIT, ancien économiste en chef du FMI

<https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-Blanchard-Bordas.pdf>

15 - à partir de la lecture des manuels des éditions Hachette par Kevin H. O'Rourke, professeur d'histoire économique à Oxford

<https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-ORourke-Hachette.pdf>

16 - à partir de la lecture des manuels des Éditions Magnard par Thomas Philippon, Professeur d'économie à New York University

<https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-Philippon-Magnard.pdf>

17 - à partir de la lecture des manuels des Éditions Belin par Yann Coatanlem, directeur de recherche à Citigroup et président du Club Praxis

<https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-Coatanlem-Belin.pdf>

18 - à partir de la lecture des manuels des Éditions Nathan par Bernard Salanié Professeur d'économie à Columbia University

<https://www.asmp.fr/travaux/gpw/SES2016-Salanie-Nathan.pdf>

19 - Rapport au Ministre de l'Éducation nationale de la mission d'audit des manuels et programmes de sciences économiques et sociales du lycée - Président : Roger Guesnerie Collège de France - Juin 2008

<http://ses.ens-lyon.fr/fichiers/Articles/rapport-guesnerie.pdf>

20 - Avis sur les programmes de Sciences économiques et sociales du lycée

Octobre 2017 - Conseil Supérieur des Programmes et Comité National Éducation Économie

http://cache.media.education.gouv.fr/file/12_-_decembre/38/8/Avis-CSP-commission-SES_863388.pdf

21 - Bulletin officiel spécial n° 4 du 29 avril 2010 : Programme de sciences économiques et sociales en classe de seconde générale et technologique, enseignement d'exploration :

http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/5/sciences_economiques_sociales_143735.pdf

22 - Arrêté du 4 juillet 2016, publié au journal officiel n°0167 le 20 juillet 2016 portant allègements du programme de SES en seconde:

<http://ses.ens-lyon.fr/actualites/breves/allegements-du-programme-de-ses-en-seconde>

23 - ASMP séance du lundi 20 mars 2017 - Avis de l'Académie sur une réforme des programmes de sciences économiques et sociales

<https://www.asmp.fr/travaux/AVISsurlesSESasmp20032017.pdf>

24 – ASMP - L'enseignement des sciences économiques et sociales dans les lycées

Propositions de la Section Économie politique, Statistique et Finances, 15 mars 2017

<https://www.asmp.fr/travaux/PropositionsSES.pdf>

25 – Alain Lemasson, infofi 2000, Enseigner l'économie autrement, Les Echos, 20/07/2017

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/030456670030-enseigner-leconomie-autrement-2103237.php>

26 – Les Entretiens Enseignants Entreprises (EEE) ont lieu chaque année à la fin du mois d'août. Organisée, préparée et animée par une équipe de professeurs de SES, d'Histoire-géographie et d'économie-gestion, cette véritable université d'été du monde de l'enseignement et de l'entreprise, inscrite dans le plan national de formation, accueille chaque année environ 450 professeurs et 80 acteurs du monde socioéconomique.

<http://www.institut-entreprise.fr/formation/programme-enseignants-entreprises/actualit%C3%A9s>

27 – L’AJE, Association Jeunesse et Entreprises, a pour objet de mettre en relation les jeunes avec les entreprises en s’appuyant sur les entrepreneurs et les enseignants. Elle travaille en étroite collaboration avec les ministères concernés <http://www.fnege.org/partenaires/138/aje-association-jeunesse-et-entreprises>.

28 – La cité de l’économie qui sera inaugurée en 2018 fait l’objet d’une brève présentation vidéo sur <https://www.youtube.com/channel/UCaViDbhP5cqvonHb0SgyGvA>.

D’ores et déjà elle met à la disposition du public d’importantes ressources sur son site <https://www.citeco.fr/>

29 – On consultera avec profit la vidéo intitulée Les Barbares Attaquent l’Education ! Par Oussama Ammar, co-fondateur de TheFamily

<https://www.youtube.com/watch?v=FoOAEIojrjc>

30 - Source : <http://ses.ens-lyon.fr/articles/l-enseignement-universitaire-de-l-economie-en-france-29816>)

31 - ARES, création d’un conseil national de l’enseignement de l’économie, un enjeu pour la filière, septembre 2015 :

<http://www.letudiant.fr/educpros/actualite/erwann-tison-il-faut-que-l-enseignement-de-l-economie-se-professionalise.html>

32 - P-Y Hautcoeur, l’avenir de l’enseignement des sciences économiques à l’université en France, juin 2014

http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Formations_et_diplomes/05/1/Rapport_Hautcoeur2014_328051.pdf

33 - PEPS en économie : <https://pepseco.wordpress.com/>

34 - <https://www.facebook.com/GaspardVideo/videos/902400873267704/>

35 - Décret n°50-581 du 25 mai 1950 portant règlement d’administration publique pour la fixation des maximums de service hebdomadaire

du personnel enseignant des établissements d'enseignement du second degré.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000302140>

et Décret n° 2014-940 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré

www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029390906&categorieLien=id

36 – Pétition de l'APSES, « Des SES pour tous en seconde »: <https://www.apses.org/petition-des-ses-pour-tous-en-seconde/>

37 – Programme des principes fondamentaux de l'économie et de la gestion en classe de seconde:

http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/7/economie_gestion_143737.pdf

